

Le temps d'une nouvelle stratégie en Asie du Nord-Est est-il venu ?

François GODEMENT

Si l'Asie du Nord-Est est au cœur du processus de croissance dynamique de la région Asie-Pacifique, elle est aussi, depuis longtemps, une région de conflits géopolitiques tenaces, d'hostilités ancestrales et de calculs stratégiques dangereux. Les signes du potentiel de la région ne sont pourtant pas difficiles à trouver. Le Japon est la deuxième puissance économique du monde ; il occupe une position dominante pour de nombreuses technologies civiles. Quant à la Chine, elle est, depuis 25 ans, l'économie qui progresse le plus rapidement et cette tendance ne semble pas vouloir faiblir. Prise entre ces deux géants, la Corée du Sud a de nombreuses entreprises multinationales capables de rivaliser au niveau international ; elle négocie avec le Japon un pacte de libre-échange et dépasse ce dernier pour la densité des contacts humains avec la Chine, grâce notamment au nombre de ses étudiants en Chine. Un processus d'intégration réussi en Asie du Nord-Est éclipserait rapidement les activités de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et du Forum régional de l'ASEAN.

Les fractures de l'histoire

Plusieurs raisons historiques et politiques s'opposent toutefois à cet objectif. La région fit l'objet d'une compétition coloniale entre les derniers arrivants : la Russie tsariste eut, au cours de ses 50 dernières années, des visées expansionnistes vers l'Orient, où elle imposa en même temps que l'Occident des traités inégaux à la Chine, et entra en conflit avec le Japon. La Chine subit sa propre défaite militaire en 1895. Elle signa le Traité de Shimonoseki par lequel elle s'engageait, entre autres, à céder l'île de Taiwan au Japon. La question du statut juridique de Taiwan, bien qu'elle ait évolué au cours des 110 dernières années, n'est toujours pas réglée. Après la défaite de la flotte russe à Tsushima, en 1905, le régime militaire japonais définit sa propre stratégie, qui prévoyait de coloniser la Corée et la Mandchourie, et d'utiliser la Mongolie pour atteindre la Sibérie. La défaite des troupes japonaises face aux blindés russes du général Joukov à Nomonhan, en 1939, relança les partisans d'une stratégie maritime ayant pour but d'accaparer les ressources en Asie du Sud-Est et de chasser les puissances occidentales d'Asie et du Pacifique.

À la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Union soviétique récupéra l'île Sakhaline, occupa les quatre îles Kouriles au nord du Japon, mais dut renoncer à un plan d'invasion d'Hokkaido, empêché par Harry Truman lors de la Conférence de Potsdam (juillet 1945). La Russie et le Japon

n'ont jamais signé de traité de paix et la question des quatre îles du Nord reste en suspens entre le Japon et les successeurs de l'Union soviétique. C'est loin d'être le seul contentieux régional, toutefois. Les relations entre la Chine et l'Union soviétique, alliés dans la guerre contre le Japon et dans la guerre de Corée (1950-1953), se dégradèrent entre 1959 et 1989. Un règlement complet des problèmes territoriaux et de frontières n'a été trouvé que récemment. Dans les années 90, les projets de développement dans la région du delta du Tumen, entre la Corée du Nord, la Russie et la Chine, furent contrariés par la réticence de la Russie qui ne voulait pas accorder à la Chine un accès maritime dans cette étroite zone côtière et aussi, bien évidemment, par l'attitude de la Corée du Nord.

Même si, depuis 60 ans, la Corée du Nord est officiellement alliée à la Chine (comme « les lèvres et les dents », pour reprendre l'expression utilisée pendant longtemps par la Chine pour décrire ses relations étroites avec la Corée du Nord et le Viet Nam), des soupçons réciproques concernant les problèmes ethniques dans le Nord-Est de la Chine et des problèmes de frontières sont apparus. Enfin, les différends de frontière maritime entre la Chine et le Japon n'ont jamais été résolus – ils revendiquent, en effet, tous deux la souveraineté, aux limites des îles Ryukyu, sur l'archipel des

Le Japon et la Corée du Sud sont peut-être les seuls à avoir surmonté les rancunes des siècles passés.

Senkaku-Diaoyutai. Seuls les États-Unis, en restituant au Japon Okinawa en 1972, ont réglé tout risque de contentieux futur. Les ressources potentielles de gaz naturel dans cette région au bord de la zone économique exclusive du Japon ont fait resurgir les tensions alors que l'accès aux sources d'énergie est, une fois encore, à l'origine de tensions plus générales. Le Japon et la Corée du Sud sont peut-être les seuls à avoir surmonté les rancunes des siècles passés. Leurs relations furent cimentées, en 1998, par des excuses officielles au Président Kim Dae-jung ; les deux sociétés ont noué des liens étroits. Pourtant, suspensions et rancœurs demeurent dans les opinions publiques, ainsi que des contestations maritimes.

La tragédie de la péninsule coréenne est née dans ce contexte historique. La dynastie Chosun s'était battue pendant des siècles contre la Chine, le Japon et la Russie. Après la défaite de la Chine face au Japon en 1895, la Corée se retrouva sous l'influence des États-Unis (qui étaient alors la principale présence économique étrangère) et du Japon. Après la défaite navale de la Russie en 1905, un traité crucial fut signé entre la Russie et le Japon, à Portsmouth (New Hampshire), en août 1905. Les États-Unis admirent alors l'influence japonaise sur la Corée : en 1910, celle-ci fut intégrée à l'empire japonais. À l'instar de la Pologne en Europe avant la guerre, la Corée ne pouvait faire confiance à aucun de ses voisins et s'estimait victime du jeu entre les grandes puissances. Dans les années 30, pour s'opposer au Japon, le mouvement nationaliste de Corée chercha de l'aide en Chine, aux États-Unis (Syngman Rhee) et en Extrême-Orient soviétique (la fraction du parti communiste qui constitua par la suite, l'assise politique du Président Kim Il-sung, fondateur d'une nouvelle dynastie au milieu du xx^e siècle). Ce furent encore une fois les grandes puissances – alors alliées – qui décidèrent à Potsdam que la péninsule coréenne serait divisée le long de la ligne de reddition des troupes japonaises, au niveau du 38^e parallèle, avec des troupes soviétiques au Nord et des troupes américaines au Sud. Comme pour d'autres nations divisées, la réunification devint l'objectif patriotique des Coréens de part et d'autre du 38^e parallèle, même lorsqu'ils étaient des ennemis jurés, entre 1950 et 2000. Cet objectif fut confirmé par le sommet historique de juin 2000 entre le Président de la République de Corée, Kim Dae-jung, et le Président de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), Kim Jong-il, au cours duquel ils s'engagèrent à travailler « indépendamment » dans le sens d'une réunification. En outre, la reconnaissance, de part et d'autre, de « différentes formules » constituait une nouvelle base pour une éventuelle coexistence entre les deux parties de la péninsule coréenne.

La guerre de Corée se termina, en 1953, par un armistice, mais aucun traité de paix n'a été conclu depuis. La RPDC se retira en 1994 de la Commission militaire d'armistice, à Panmunjon,

pour contester cette structure des Nations Unies qui semblait subordonnée aux États-Unis ; la Chine retira également son délégué. En réalité, bien que la Corée du Nord soit devenue un État Membre de l'ONU en 1991 (en même temps que la Corée du Sud), elle reste très méfiante à l'égard des organisations internationales, comme le montrent ses mauvaises relations avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La Corée du Nord pense souvent que les institutions et les processus multilatéraux, de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies, n'ont jamais vraiment défendu ses intérêts, mais plutôt qu'ils ont toléré la colonisation de la Corée, ont été utilisés pour diviser la péninsule et n'ont fait qu'accroître l'isolement du Nord. De la même façon, la participation de la Corée du Nord dans des instances multilatérales limitées – autrement dit, l'approche « minilatéraliste » – s'est généralement faite avec réticence et n'a pas donné de résultats positifs. Ce fut notamment le cas des pourparlers quadripartites engagés à New York, à la fin des années 90. Ce fut également celui de l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO), le programme d'énergie nucléaire civile mis en place après la crise nucléaire de 1994. Il semble que ce soit aujourd'hui le sort réservé aux pourparlers à six, organisés depuis 2003 à Beijing, dont les rencontres successives n'ont pas permis de parvenir à un accord ; les six ne se sont pas réunis depuis la troisième série de pourparlers, en juin 2004.

Les raisons de cette situation irrationnelle

Si ces faits sont bien connus, ils sont souvent escamotés par la nécessité, pour la communauté internationale, d'enrayer l'acquisition d'armes nucléaires et balistiques par la RPDC et celle pour le Japon de trouver une solution à la question des enlèvements entre les deux pays. Pour comprendre ces problèmes, ainsi que les provocations et l'attitude paranoïaque de la Corée du Nord, il faut tenir compte de la profonde méfiance qui prévaut depuis longtemps en Asie du Nord-Est et du sentiment d'insécurité de l'État nord-coréen isolé. Il existe une analogie et une différence avec la situation au Moyen-Orient. Les conflits de la région peuvent s'expliquer, en grande partie, par l'héritage de tribus, et des problèmes ethniques et religieux apparus avant les États modernes, ainsi que par les conflits de frontières hérités de la colonisation. Si le sentiment d'insécurité de nombre de pays d'Asie du Nord-Est a été exacerbé pendant la période coloniale, il s'explique aussi par l'hostilité et le nationalisme profondément enracinés dans des pays monistes de très vieille ascendance avec un sens profond de l'identité. Même les relations sino-japonaises actuelles, en dépit de la complexité et de la subtilité qui devraient caractériser les relations entre deux des plus grandes économies du monde, sont dans les limbes de récriminations historiques, de sentiment nationaliste et de suspicion stratégique. Quant à la Corée du Nord, sa société peut facilement percevoir l'idée d'un « changement de régime » comme une nouvelle agression contre l'identité patriotique.

Ces relations difficiles au niveau régional se reflètent dans l'attitude irrationnelle des dirigeants nord-coréens envers leurs partenaires. Après le sommet historique des deux Kim, la RPDC aurait peut-être dû saisir l'occasion de faire un deuxième pas dans le sens d'une détente lorsque le Premier Ministre japonais, Junichiro Koizumi, prit l'initiative historique de se rendre à Pyongyang, en septembre 2002 : les États-Unis ne furent pas informés longtemps à l'avance de ce déplacement. Au lieu de cela, la façon maladroite de gérer la question des enlèvements a suscité des controverses. Ce problème est désormais un obstacle à part entière. L'opinion publique japonaise n'admettra jamais, en effet, une version nébuleuse ou incorrecte de ce passé. Il est frappant que la RPDC ait annoncé, en janvier 2005, son intention de reprendre les pourparlers avec la seconde administration Bush et déclaré que la question des enlèvements était « close ». Alors que la plupart des voisins dans la région avaient intercédé, ouvertement ou discrètement, auprès des États-Unis pour qu'ils renoncent à l'option militaire préemptive, la RPDC s'est isolée de ses voisins, rejetant les pourparlers de Beijing et fermant la porte à la diplomatie japonaise.

Au cours des semaines qui suivirent, la RPDC s'est aliéné chacun des pays participant aux pourparlers à six. Le 10 février 2005, la RPDC a officiellement déclaré qu'elle s'était résolument retirée du TNP et avait fabriqué des armes nucléaires pour assurer sa défense et qu'elle suspendait, de manière indéfinie, sa participation aux pourparlers à six. Elle a ensuite proclamé qu'elle n'acceptait pas non plus de discussions avec les États-Unis. La RPDC semble toutefois avoir renoncé à cette dernière idée, le 22 février 2005.

De nombreuses explications ont été avancées au sujet du comportement de la RPDC et de sa stratégie de politique étrangère. Le processus de décision nord-coréen s'explique par un manque de confiance absolu dans le monde extérieur, conforme à l'histoire du pays. Le talent des dirigeants de la RPDC est d'avoir assimilé, à l'intention de leur population, la survie nationale et la défiance à l'égard du monde extérieur à la survie de leur régime et à un refus obstiné de changement de celui-ci. Les réformes économiques lancées en juillet 2003 – pour l'essentiel, une réforme des prix qui augmente le pouvoir d'achat des producteurs de produits agricoles et de première nécessité – sont très loin du processus engagé dans d'autres économies socialistes asiatiques. Les initiatives du monde extérieur (reconnaissance diplomatique, aide, formation) visent à favoriser une transition de régime, alors que le régime cherche à freiner tout changement qui pourrait être fatal à la structure du pouvoir en place aujourd'hui.

Les activités nucléaires et balistiques de la RPDC existent depuis plusieurs décennies mais sont devenues, depuis quinze ans, un outil stratégique qui remplace la mise au point d'armes classiques et les provocations armées. Elles sont désormais connues pour ce qu'elles sont : une stratégie de survie par une dissuasion sur plusieurs niveaux. Avec son arsenal qui date de l'époque soviétique et qui n'est pas renouvelé de manière significative, la RPDC a perdu son avantage quantitatif sur la République de Corée. Aujourd'hui, les capacités militaires offensives de Pyongyang se limitent à : sa capacité de lancer une « mer de feu », pour reprendre une expression de la propagande nord-coréenne, contre Séoul (l'une des plus grandes villes d'Asie) ; ses forces spéciales particulièrement bien entraînées ; et la possibilité d'attaques suicide par la marine. Ces capacités sont peut-être, elles aussi, sur le déclin.

La véritable dissuasion du Nord réside davantage dans ses capacités de défense non conventionnelles sur son territoire et dans la charge qu'impliquerait une occupation en cas de victoire. Ses accomplissements balistiques et nucléaires sont, pour la RPDC, un moyen de dissuasion et une façon de gagner du temps ; les exportations de composantes balistiques sont, pour le pays, une source rare de profits ainsi éventuellement qu'un moyen d'échanger des technologies de prolifération. Le fait d'autoriser des contrôles internationaux sur les activités nucléaires fut, à plusieurs reprises, un moyen d'obtenir encore plus d'argent. Ce fut le cas avec le processus de l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO), mise en place à la suite de l'Accord général signé à Genève en 1994. En 2000, les États-Unis versèrent une somme importante pour inspecter une vaste grotte, qui s'avéra vide. Au cours de la dernière année de l'administration Clinton, la Corée du Nord aurait proposé d'arrêter ses exportations balistiques en échange d'une énorme somme d'argent. Le fait que les relations entre les deux Corées ont été l'objet d'importantes tractations financières ne fait qu'entretenir ce schéma. Ainsi, la zone touristique du mont Kumgang, de l'autre côté de la zone démilitarisée, a permis à la Corée du Nord d'encaisser des sommes considérables, une grande entreprise sud-coréenne payant une partie de la facture. Le Gouvernement sud-coréen a été critiqué pour avoir favorisé la tenue du sommet de juin 2000, avec des fonds ayant transité par un pays tiers. La situation économique difficile de la Corée du Nord explique largement pourquoi le pays était tenté de poursuivre, plutôt que d'arrêter, un schéma qui lui ouvrait des possibilités de revenus.

Les réalisations nucléaires et balistiques ont un autre intérêt pour la Corée du Nord ; elles permettent aux dirigeants du pays de faire pression sur la communauté internationale. La Corée du

Nord n'est pas « oubliée » et ses dirigeants peuvent dire à leurs sujets que le pays est une forteresse assiégée, une attitude qui, par le passé, a donné des résultats grâce au sentiment patriotique et à la propagande. Au cours des quinze dernières années, depuis que les informations concernant ses activités nucléaires sont connues au niveau international, Pyongyang s'est servi de ses capacités nucléaires comme outil de dissuasion, jouant à plusieurs reprises la politique de la corde raide, se rapprochant toujours un peu plus d'une déclaration de possession nucléaire. L'attitude nord-coréenne s'est durcie à partir d'octobre 2002, lorsque des dirigeants nord-coréens reconnurent auprès d'un diplomate américain qu'ils possédaient l'arme nucléaire. La Corée du Nord rectifia par la suite cette affirmation, préférant évoquer la légitimité et la possibilité d'une telle possession. Au cours des deux dernières années, la Corée du Nord a progressé dans le statut de « pays du seuil », non sans succès. Par exemple, les États-Unis et différentes sources internationales de renseignement sont aujourd'hui plus discrets sur la question de la possession d'armes nucléaires par la Corée du Nord. C'est en fait le Directeur général de l'AIEA qui a récemment tiré la sonnette d'alarme en déclarant que la Corée du Nord possède les connaissances et assez de plutonium pour fabriquer entre six et huit armes nucléaires. Selon des sources très différentes, sur les trois pays dénoncés, en janvier 2002, par l'administration Bush comme des États nucléaires potentiels, la Corée du Nord est celui qui serait le plus près de réussir, même si le coût politique et économique semble énorme. Confirmer l'existence de ces armes, par un essai nucléaire, ou assortir ses exportations balistiques (qui ne sont pas illégales) d'exportations nucléaires, sont les deux dernières « lignes rouges » que la RPDC n'a pas encore franchies. Les sous-entendus et les démentis concernant une éventuelle possession d'armes nucléaires ont suffi à dissuader toute offensive militaire et ont eu des effets positifs pour le pays : des pourparlers sans fin et une aide internationale renouvelée pendant ces discussions.

Les sous-entendus et les démentis concernant une éventuelle possession d'armes nucléaires ont suffi à dissuader toute offensive militaire et ont eu des effets positifs pour le pays.

Le débat qui oppose les « faucons » aux « colombes », ou les tenants d'une stratégie de récompenses à celle des sanctions, peut sembler aujourd'hui dépassé. Presque tous les analystes de la position stratégique de la Corée du Nord et de son attitude dans les négociations ont souligné plusieurs faits majeurs. Le régime cherche à gagner du temps, exige chez ses partenaires une très grande attention au plus haut niveau pour s'engager dans des pourparlers et tout cela pour des résultats très minces. Il pourrait tout à fait entamer de longues négociations et conclure un accord majeur sans avoir, pour autant, l'intention d'aller au-delà des premières phases d'application. Les armes nucléaires, si ce n'est les activités de développement nucléaire, peuvent être facilement cachées dans n'importe quel pays, mais elles peuvent l'être d'autant plus facilement en Corée du Nord, en raison de la géographie du pays et de la nature très contrôlée de la société. Un démantèlement complet, vérifiable et irréversible est un objectif colossal, même dans une société relativement ouverte (comme en Afrique du Sud, après 1991). Dans le contexte totalitaire de la Corée du Nord, il est difficile de séparer cette question de celle de changement de régime.

Vu l'expérience passée, la question de la confiance n'est plus à l'ordre du jour. L'Accord général de 1994, qui fut critiqué pour le manque d'instruments de vérification, est aujourd'hui considéré essentiellement comme un instrument ayant permis d'éviter un affrontement entre 1994 et 2001. Mais si les intérêts qu'a pu en retirer la Corée du Nord ont diminué depuis 2001, la crise et le contrôle qui suivirent, entre 2001 et 2005, n'ont pas été plus efficaces pour enrayer les activités nord-coréennes et ne sont pas, non plus, parvenus à un mécanisme de vérification pour l'avenir. Pyongyang, grâce à des calculs stratégiques et à l'aide de la chance, a vu ses souhaits se réaliser : le fait de déclarer sa position et de reconnaître en somme sa duplicité passée n'a pas conduit la communauté internationale à recourir à la force. En effet, le démantèlement d'activités nucléaires visant principalement à préserver un statu quo stratégique – la volonté de la Corée du Nord d'éviter tout changement de régime – coûterait certainement trop cher par rapport à l'intérêt de démontrer, au niveau international, le succès de la lutte contre la prolifération.

D'aucuns pourraient ajouter qu'en raison du contexte historique de l'Asie du Nord-Est, chaque acteur international dans la région suit son instinct de conservation. Pour la Chine, le rôle d'État tampon que joue la Corée du Nord l'emporte toujours sur les risques d'un changement. Si le Japon a amélioré ses rapports politiques avec la République de Corée en 1998, par une reconnaissance historique de sa culpabilité, il continue d'hésiter sur la possibilité d'une réunification forcée ou catastrophique de la Corée, qu'il devrait en tout état de cause prendre en charge financièrement et qui pourrait déclencher une forte réaction de nationalisme coréen. Les États-Unis sont réticents à l'idée d'engager un conflit militaire sans un objectif stratégique clair, car ce conflit pourrait s'éterniser sur le terrain, voire conduire à un affrontement avec la Chine. Il est tout aussi difficile de percevoir quels en seraient les avantages. En effet, une Corée réunifiée, en situation précaire entre la Chine et le Japon, s'opposerait à l'utilisation par les États-Unis de son territoire à des fins stratégiques une fois atteint l'objectif déclaré de paix sur la péninsule coréenne. Il est aujourd'hui évident que les dirigeants sud-coréens et l'opinion publique préfèrent une coexistence pacifique et une transition lente plutôt qu'un conflit ouvert.

L'échec des attermolements et de la politique d'endiguement

Ces différents éléments débouchent sur plusieurs conclusions paradoxales.

Premièrement, les capacités militaires classiques de la Corée du Nord sont depuis longtemps sur une phase de déclin technologique. Les réalisations nucléaires et balistiques – qui ne semblaient, jusqu'à présent, pas totalement cohérentes entre elles –, ainsi que les autres armes non conventionnelles, sont devenues la seule forme de dissuasion crédible dans tout conflit armé. Que ce soit dans les airs ou sur mer, les forces nord-coréennes sont nettement inférieures aux forces sud-coréennes, et ce sans tenir compte des renforts américains. L'on ne peut imaginer une stratégie offensive de la part de la Corée du Nord si ce n'est celle d'une attaque en dernier recours, pour éviter une défaite militaire inéluctable. Même la crédibilité des moyens non conventionnels de dissuasion de la RPDC est incertaine. Rappelons le commentaire de l'ancien secrétaire d'État, James Baker, en octobre 2002, lorsque les dirigeants nord-coréens reconnurent avoir engagé une stratégie pour se doter d'armes nucléaires : si les États-Unis avaient réussi à exercer une dissuasion contre l'Union soviétique en Europe pendant un demi-siècle, ils devaient bien pouvoir le faire également dans la péninsule coréenne, face à la Corée du Nord. Ce qui ne revient toutefois pas à dire que les programmes nord-coréens de prolifération ne sont pas dangereux ; ils le sont, et la poursuite de ces programmes met en échec l'ensemble des initiatives globales de non-prolifération.

Deuxièmement, les pays qui doivent faire face à la question nucléaire en Corée du Nord oscillent depuis longtemps entre hésitation, tergiversations et quasi-indifférence. Les événements survenus aux États-Unis depuis l'Accord général de 1994, avec deux administrations différentes, ont joué un rôle majeur. L'administration Bush a critiqué – sur de nombreux points, à juste titre – ses prédécesseurs, qui avaient essentiellement cherché à gagner du temps plutôt qu'à faire progresser sur le fond la question de l'Accord général ou de l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO). Un examen de politique fut engagé et Washington suspendit son engagement réel dans le processus de la KEDO, sans jamais annuler sa participation dans l'aide alimentaire livrée à la Corée du Nord sous l'égide des Nations Unies. La détermination de chacun fut mise à rude épreuve par la Corée du Nord, à partir d'octobre 2002. Les parties concernées n'ont jamais vraiment envisagé de recourir à la force ni d'imposer de nouvelles sanctions. Cette situation dérangeante peut s'expliquer par différents éléments : le rôle clef joué par la Chine pour éviter que la situation ne dégénère grâce à des contacts irréguliers avec des représentants de niveau intermédiaire à Beijing ; l'angoisse du Japon et de la Corée du Sud face au risque d'emploi de la force – même

une frappe contre des sites nucléaires précis aurait de graves conséquences écologiques pour la région, sans parler du risque d'escalade ; enfin, la perspective de surcharger les forces de l'armée américaine. Le statu quo est souvent la solution la moins coûteuse, à court terme.

Troisièmement, aucun de ces éléments n'a incité les dirigeants nord-coréens à engager une transition intérieure ni leur en a donné le temps. La situation des droits de l'homme – décrite comme une tragédie par tous les réfugiés ayant fui en Chine ou en Russie – est loin de s'être améliorée. Au moment où ces lignes sont écrites, le régime réduit la ration quotidienne de céréales distribuée à la population (de 300 à 250 grammes par jour), tandis que les dernières avancées dans le sens d'un marché libre ne concernent en rien une majorité de la population. La politique internationale qui vise à isoler la Corée du Nord coïncide avec la nécessité pour les autorités de garder le contrôle et ne fait que renforcer les arguments opposés au changement. La Corée du Nord n'étant plus une menace vraiment crédible pour ses voisins, les principales victimes du statu quo sont les citoyens nord-coréens.

Une stratégie d'endigement se justifie face à un ennemi meurtrier qui dispose de ressources considérables. Or, la situation ne présente qu'un seul véritable danger, celui d'une reprise des activités passées de prolifération de la Corée du Nord : même si le régime déclarait qu'il s'engageait à coopérer sur cette question, une vérification internationale rigoureuse s'imposerait. La Corée du Nord dépend entièrement de ses importations d'énergie pour sa survie. Son modèle industriel et social a été abandonné partout ailleurs et son attrait idéologique est inexistant. Nous devons certes garder à l'esprit que le régime profite de la naïveté et des illusions de la communauté internationale, mais n'y a-t-il rien de mieux pour en sortir qu'une politique d'endigement pour un temps indéfini ?

Quatrièmement, les incertitudes stratégiques concernant la Corée du Nord alimentent, à leur tour, une situation explosive en Asie du Nord-Est. Ce n'est pas toujours évident puisque c'est précisément à cause du risque de conflit militaire qu'avaient débuté, à Beijing, les pourparlers à six. L'ancien président Kim Dae-jung a évoqué l'idée d'un forum de sécurité pour l'Asie du Nord-Est et certains experts chinois influents estiment aujourd'hui que les pourparlers à six pourraient être le point de départ d'une structure plus durable pour un dialogue et des pourparlers sur la sécurité. Une fois encore, le risque de guerre est un facteur qui unit plus qu'il ne divise. Il n'empêche que le caractère instable des relations futures entre la Chine, le Japon et la Russie est exacerbé par l'avenir incertain de la péninsule. Comment la Chine réagirait-elle face à un conflit militaire à ses frontières ? Que deviendrait l'alliance entre les États-Unis et la République de Corée en cas de réunification de la péninsule coréenne ? Quelle serait la position d'une Corée réunifiée dans les affaires régionales ? Comment s'équilibreraient l'influence de la Chine et celle du Japon ? Il existe probablement une réponse satisfaisante à toutes ces questions. Mais l'impasse, s'agissant de la péninsule coréenne, ne favorise pas la confiance mutuelle entre les puissances régionales, qui auraient besoin de coopérer plus étroitement pour pouvoir dissiper leurs soupçons réciproques.

Un cordon collectif accompagné d'une stratégie d'engagement

La résolution du problème nucléaire et de la question de la prolifération en Corée du Nord, le sort de la péninsule coréenne et l'avenir de la sécurité régionale en Asie du Nord-Est sont autant d'éléments indissociables. Les points les plus épineux sont le nucléaire et la prolifération en Corée du Nord. La communauté internationale a seulement démontré qu'elle était prête à ralentir, mais pas à inverser, les initiatives nord-coréennes visant à faire du pays une puissance militaire nucléaire : aucune organisation internationale, aucun groupe de pays ni aucune nation n'a vraiment tenté d'empêcher cette évolution. Apparemment, le coût d'une telle initiative l'emporterait nettement sur

l'intérêt d'une telle action, même si depuis quelques années, les déclarations en faveur de l'emploi de la force n'ont pas manqué.

Si la Corée du Nord n'a pas résolu ses difficultés, elle résiste bien mieux que ce que chacun avait prédit. Il faudrait, aujourd'hui, revoir sous cet angle les appels à l'action, aux sanctions ou au recours à la force. De toute évidence, aucun marché ne peut être envisagé avec un régime qui ne tient pas ses promesses, qui bafoue les contrôles et qui pourrait refuser les encouragements qui impliquent un changement intérieur compromettant son monopole sur le pouvoir. À l'avenir, la politique à l'égard de la Corée du Nord devrait moins se fonder sur le principe de contrepartie que sur un ensemble de mesures visant à limiter les conséquences internationales des actes de la Corée du Nord, et sur des mesures impliquant la société nord-coréenne, voire ses cadres et ses dirigeants. Une meilleure garantie de sécurité au niveau international ne coûterait pas si cher, car il ne faut pas oublier qu'aucune partie ne veut assumer le coût du retour de la Corée du Nord dans la communauté internationale. La mansuétude à l'égard d'actions individuelles passées est également un élément essentiel d'une politique qui permettrait de relancer l'histoire, qui s'est quasiment arrêtée. Les flux de personnes, d'informations et d'idées dans cette société devraient être encouragés par tous les moyens possibles. De telles concessions devraient être contrebalancées par une surveillance collective rigoureuse du comportement de la Corée du Nord par-delà ses frontières, plus particulièrement dans le domaine de la prolifération. L'autre option – à savoir celle d'endiguement et de démantèlement forcé – entraîne des coûts humains, écologiques et financiers inacceptables pour la communauté internationale et pourrait avoir des conséquences plus graves.

Une fois de plus, les questions nucléaires et balistiques de la péninsule coréenne sont telles que la communauté internationale se doit de prendre une décision. Or la RPDC, malgré ses difficultés, reste l'acteur principal. Il est difficile de prédire un changement de l'intérieur, même si des querelles surgissent régulièrement au sein du régime. La mobilisation internationale a échoué, tout comme les propos inflexibles face aux dirigeants nord-coréens. Pour assurer sa défense, la Corée du Nord mise sur la poursuite de son programme nucléaire et sur sa forfanterie. Quant à la communauté internationale, elle joue peut-être l'avenir du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sur le succès ou l'échec de la question nord-coréenne. Il n'empêche que le coût d'un conflit armé semble beaucoup trop élevé, ce qui était déjà le cas avant l'apparition des armes nucléaires. Il est bien évident qu'aucune solution simpliste ne pourra réussir. Peut-être est-il temps de montrer qu'accéder, de manière autoproclamée, à la possession d'armes nucléaires ne permet pas d'améliorer sa sécurité, ni son statut international, et n'atténue en rien la nécessité de changement au niveau national et de respect des règles internationales.